

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 411/ Juin 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} TRIMESTRE 2024

Au premier trimestre de l'année 2024, l'économie des îles Wallis-et-Futuna semble repartir, l'inflation ralentit et les importations repartent à la hausse. L'emploi déclaré dans le secteur privé est en baisse mais le niveau élevé des importations de biens d'équipement, synonyme d'investissement des entreprises, est encourageant. Si le trafic international fait un bon démarrage au premier trimestre 2024, la fermeture de l'aéroport de Nouméa et l'annulation des avions desservant le territoire devraient pénaliser le tourisme sur les deux îles au second trimestre.

L'inflation diminue et les importations repartent à la hausse

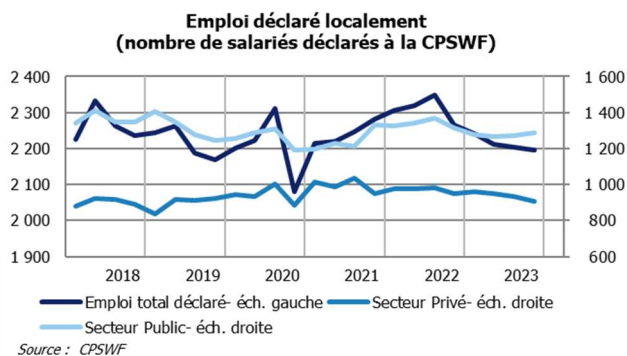
L'augmentation des prix ralentit

Après deux années de forte augmentation, les prix se stabilisent au premier trimestre 2024 (+0,1 % par rapport au dernier trimestre 2023). Derrière ce constat se cachent néanmoins des évolutions disparates : les prix de l'alimentation et des produits manufacturés sont restés stables (respectivement +0,1 % et +0,2 %), l'augmentation des prix des services ralentit (+0,5 %) tandis que les prix de l'énergie baissent (-1,1 %).

Sur les 12 derniers mois, au global, les prix ont augmenté de 4,0 %. Il s'agit également de la plus faible variation trimestrielle des prix depuis la mi-2021. Les prix des services contribuent particulièrement à cette hausse, ces derniers ayant crû de 6,5 % sur un an. Les prix de l'alimentation (+4,6 %), de l'énergie (+2,0 %) et des produits manufacturés (+1,2 %) ont eux aussi crû sur un an.



L'emploi baisse dans le privé et augmente dans le public



2 195 salariés sont déclarés à la CPSWF fin décembre 2023¹ contre 2 203 fin septembre 2023. **Ainsi, l'emploi total continue de baisser** au dernier trimestre (-0,4 %), en raison de la baisse de l'emploi déclaré dans le secteur privé.

En effet, les principaux secteurs du privé, le commerce et le BTP, affichent tous deux une baisse de l'emploi : les effectifs déclarés par le secteur du commerce sont en baisse de 3,4 % et ceux du BTP de 11,0 %. Ces chiffres doivent néanmoins être interprétés avec précautions car ils ne sont pas définitifs.

A l'inverse, comme au troisième trimestre l'emploi dans le public continue d'augmenter en fin d'année 2023 (+1,4 %).

¹ Dernière donnée complète disponible

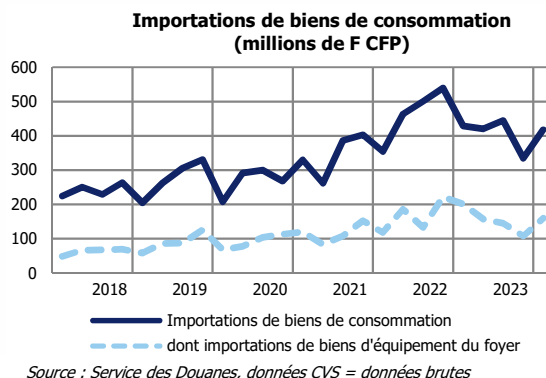
Ménages : une consommation qui repart après deux années de forte inflation

Les importations de biens de consommation rebondissent au premier trimestre 2024 (+24,8 %, CVS). En volume, elles augmentent de 30,2 %. Sur un an, ces dernières sont en baisse de 2,7 % en valeur et de 30 % en volume. Cette baisse en valeur est néanmoins à nuancer au regard du niveau élevé atteint au premier trimestre 2023.

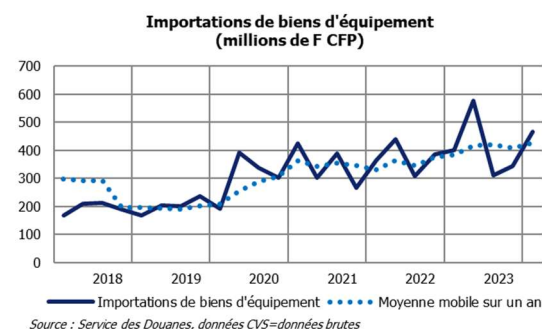
Les importations des biens d'équipement du foyer rebondissent en glissement trimestriel (+49,2 %, en valeur) mais restent en baisse (-20,4 %, en valeur) sur un an.

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs augmente fortement aussi bien en glissement trimestriel (32 véhicules contre 14 au trimestre précédent) qu'en glissement annuel (16 véhicules avaient été immatriculés au premier trimestre 2023). Alors que les prix de l'essence et du gasoil ont augmenté respectivement de 5,1 % et 8,6 % en glissement annuel au premier janvier 2024, seule la consommation d'essence a baissé (-7,1 % sur un an). La consommation de gasoil a quant à elle crû de 8,2 %. Il est à noter qu'un mouvement de grève de la SWAFEP (Société Wallisienne et Futunienne des produits pétroliers) a empêché le ravitaillement des stations-services entre le 31 janvier et le 10 février.

Les crédits à la consommation, qui représentent 90 % des encours bancaires de crédits aux ménages, restent en hausse en glissement annuel (+3,0 %), tandis que les crédits à l'habitat progressent eux de 146,6 % en un an en raison de nouvelles déclarations d'établissements de crédits non installés sur le Territoire. La prise en compte de ces nouveaux établissements permet à l'encours de crédits aux ménages de s'établir à près de 2,2 milliards de F CFP. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire continue à croître au premier trimestre 2024 (+6,1 %), passant de 295 à 313 personnes. Sur un an, ce chiffre reste néanmoins stable (-0,3 %). Ce niveau reste élevé par rapport au premier trimestre 2022 où seules 193 personnes physiques étaient en situation d'interdit bancaire. Malgré une forte baisse du nombre de chèques compensés, le nombre d'incidents de paiement par chèque reste stable en glissement annuel (425 au premier trimestre 2024 et 2023) et a doublé par rapport au dernier trimestre 2023. Le taux de créances douteuses des ménages, qui n'avait cessé de baisser au cours de l'année 2023, remonte au premier trimestre 2024 (2,4 % contre 1,7 % trois mois plus tôt).



Les entreprises continuent d'investir



Les importations de **biens d'équipement** destinés aux entreprises continuent à augmenter en valeur (+36,2 %) et plus notablement en volume (+131,4 %) au premier trimestre 2024, confirmant une bonne dynamique de long terme malgré des variations trimestrielles. Après une forte oscillation en 2023, elles augmentent sur un an (467 millions de F CFP contre 401 millions de F CFP).

42 véhicules utilitaires ont été immatriculés au quatrième trimestre 2023, 10 de plus qu'au trimestre précédent et 19 de plus qu'à la même période en 2023.

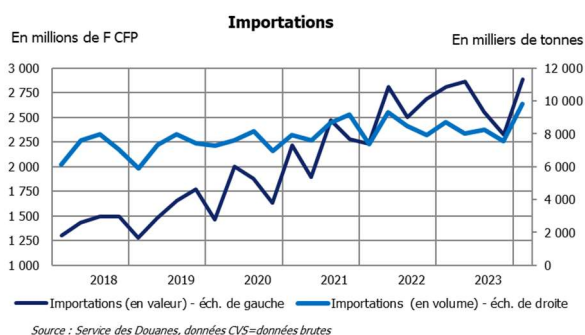
Le taux de créances douteuses des entreprises est au plus bas (0,36 % au premier trimestre 2024 contre 0,45 % un an plus tôt).

Les **encours de crédits des entreprises** ont baissé sur les 12 derniers mois et s'établissent à 1,7 milliard de F CFP au premier semestre contre 1,8 milliards un an plus tôt. Cette baisse est principalement due à la diminution des crédits d'investissement (1,4 milliards contre 1,5 un an plus tôt). Les crédits d'exploitation, considérablement moindres, sont néanmoins en hausse par rapport au premier trimestre 2023 (+35,3%).

Des importations qui repartent à la hausse

Les importations augmentent nettement au premier trimestre 2024, en valeur (+24,1 %) comme en volume (+30,2 %).

Les recettes douanières augmentent ainsi de 11,7 % par rapport au trimestre précédent et 11,1 % sur un an. L'ensemble des recettes douanières et taxes ce trimestre a ainsi rapporté 728 millions de F CFP au Territoire, soit 0,4 % de plus qu'au trimestre précédent, qui avait déjà bénéficié d'importantes recettes des taxes maritimes.



Economie locale : des secteurs dynamiques mais un emploi en baisse

Malgré un carnet de commande bien rempli, le BTP déclare moins d'employés



Source : Service des Douanes, données CVS=données brutes

La valeur des importations de ciment baisse considérablement (- 43,1 %,) par rapport au trimestre précédent. En volume néanmoins, ces importations sont en hausse aussi bien trimestrielle (+29,3 %) qu'annuelle (+4,9 %). Cela confirme le dynamisme du secteur du BTP qui continue sur sa lancée au début de l'année 2024 avec un carnet de commande toujours rempli. Plusieurs chantiers d'envergure se poursuivent, notamment à l'aéroport de Velevé, la nouvelle cité administrative à Futuna ou aux Archives et à l'Administration Supérieure à Wallis.

Les effectifs salariés du secteur continuent néanmoins à baisser (-10,3 % en glissement annuel), avec 113 employés déclarés (contre 127 trois mois plus tôt et 131 un an plus tôt). Le niveau d'emploi déclaré dans le secteur du BTP a cependant doublé sur les trois dernières années.

Le commerce emploie moins de salariés mais reste dynamique

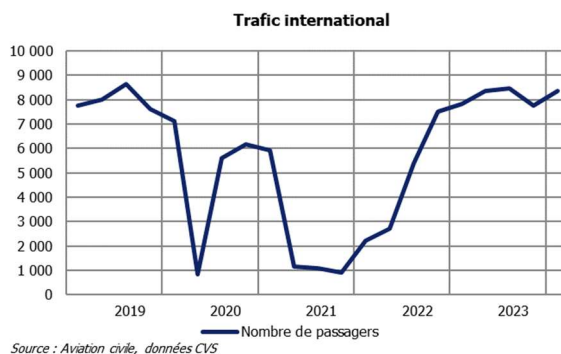
Le secteur du commerce bénéficie de la baisse de l'inflation et d'une hausse des importations de biens de consommation au premier trimestre 2024. Le nombre d'employés déclarés par le secteur est néanmoins en baisse : il comptait près de 393 employés fin décembre 2023, soit 14 de moins qu'au trimestre précédent. Le secteur reste cependant le premier employeur du secteur privé et poursuit sa croissance amorcée au début de l'année 2019, où il employait environ 300 personnes.

La baisse progressive de l'autoconsommation par les ménages (passée de 38 % à 23 % de la consommation alimentaire entre 2006 et 2020²) et les revenus élevés de la fonction publique profite au secteur du commerce. Ce dernier reste néanmoins très dépendant des importations puisqu'il n'y a pas eu de véritable professionnalisation de la production locale agricole. Entre 2023 et 2013, le volume des importations de produits alimentaires n'a ainsi baissé que de 3,9 % quand la population a diminué de 8,6 %.

Le trafic international et intérieur est en hausse

Le trafic aérien international est en croissance au premier trimestre 2024. La fréquentation des vols internationaux augmente de 7,6 % (données CVS) par rapport au trimestre précédent. L'année 2023 a marqué le retour à la normale après la pandémie de COVID-19. Néanmoins le tourisme reste très faible sur le territoire début 2024. Le trafic aérien étant dépendant des avions au départ de la Nouvelle-Calédonie (Air Calin étant la seule compagnie opérant localement), la fermeture de l'aéroport de Nouméa La Tontouta durant le deuxième trimestre 2024 a causé l'annulation de nombreux vols et devraient se répercuter sur la fréquentation du territoire.

Le trafic entre les îles Wallis et Futuna augmente quant-à-lui de 12,4 % au premier trimestre 2024 (données CVS).



Source : Aviation civile, données CVS

² Enquête budget des familles à Wallis-et-Futuna – 2020

La conjoncture régionale et internationale

L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE RESISTE MALGRE DE NOMBREUSES INCERTITUDES

En 2023, la croissance économique mondiale s'est élevée à 3,2 % selon les estimations publiées par le FMI en avril 2024. L'économie mondiale a fait preuve de résilience malgré les perturbations de certaines chaînes d'approvisionnement, la persistance d'une inflation soutenue et le resserrement généralisé de la politique monétaire. L'inflation mondiale s'est ainsi élevée à 6,8 % en 2023 après un pic à 8,7 % en 2022. Pour les années 2024 et 2025, la hausse du PIB mondial devrait être identique à 2023 (+3,2 %) alors que l'inflation devrait continuer de ralentir (+5,9 % en 2024 et +4,5 % en 2025) selon le FMI. Plusieurs incertitudes pourraient toutefois entraîner une révision à la baisse de la prévision de PIB, notamment le risque d'une nouvelle flambée des prix des matières premières avec l'accroissement des tensions géopolitiques alors que l'inflation des services reste encore élevée.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2024, en glissement trimestriel, après une hausse de 0,8 % au quatrième trimestre 2023. Cette évolution reflète principalement un ralentissement de la demande intérieure (+0,7 % après +0,9 %) et une augmentation des importations (+1,8 %). Sur l'année 2024, le FMI anticipe une hausse du PIB de 2,7 %.

Dans la zone euro, l'activité économique a progressé de 0,3 % au premier trimestre 2024 après un recul de 0,1 % au trimestre précédent. Le taux d'inflation de la zone a continué de ralentir pour s'établir à 2,4 % à fin mars 2024. Un an auparavant, il atteignait 8,3 % dans la zone euro. Le taux de chômage reste pour sa part stable, à 6,5 %, soit un niveau sensiblement identique à celui enregistré un an auparavant (6,6 %). Selon les prévisions du FMI, le PIB pourrait croître de 0,8 % sur l'ensemble de l'année 2024.

D'après l'Insee, le PIB de la France a crû de 0,2 % après une hausse de 0,1 % au quatrième trimestre 2023. Cette évolution s'explique principalement par le rebond de l'investissement (+0,3 % après -0,9 %) et de la consommation des ménages (+0,4 % après +0,2 %). La contribution du commerce extérieur est en revanche nulle sur le trimestre. Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,8 % en 2024.

Au Japon, le PIB s'est contracté de 0,5 % au premier trimestre 2024 après une croissance nulle au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par une diminution de la consommation des ménages (-0,7 %), de l'investissement (-0,3 %) et des exportations de biens et services (-5,0 %). Le FMI table sur une progression du PIB de 0,9 % sur l'ensemble de l'année 2024.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,2 % en 2024. L'activité serait particulièrement dynamique en Inde (+6,8 %) et en Chine (+4,6 %) et dans une moindre mesure en Russie (+3,2 %) et au Brésil (+2,2 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 23 mai 2024.

DES PRIX ENCORE TENDUS DANS LA REGION PACIFIQUE AU PREMIER TRIMESTRE 2024

Alors que le FMI anticipe un repli des tensions sur les prix en 2024, la zone Pacifique recèle encore au premier trimestre des poches d'inflation, contraignant les autorités monétaires à conserver une politique de taux restrictive.

Sur les trois derniers mois de 2023, l'**Australie** a enregistré une croissance de 0,2 % (+1,5 % sur l'année), soutenue par les dépenses publiques (+0,6 %). La consommation des ménages est restée léthargique (+0,1 %) et leurs investissements en logement ont chuté, affectés par des coûts d'emprunt élevés. Les tensions sur le marché du travail ont persisté, le taux de chômage restant bas, à 3,8 % en mars (+0,2 point en comparaison annuelle). Pour le cinquième trimestre d'affilée, la progression de l'indice des prix a ralenti, +3,6 % en glissement annuel au premier trimestre. Il s'est encore malgré tout avéré au-dessus de la cible de la Reserve Bank Of Australia, qui, par conséquent, a maintenu le cash rate, son principal taux directeur, à 4,35 % sur la période.

Pour la deuxième fois depuis fin 2022, la **Nouvelle-Zélande** est tombée en récession, son PIB refluant de 0,1 % (+0,6 % sur l'année), après -0,3 % au trimestre précédent. La consommation des ménages s'est certes redressée (+0,5 % après -0,9 % au troisième trimestre 2023), mais l'investissement privé s'est contracté de 8,7 % (+5,2 % au trimestre précédent). Alors que le marché de l'emploi a été marqué par la hausse du taux de chômage à 4,3 % (3,4 % en mars 2023), l'indice des prix à la consommation a augmenté de 4 % au premier trimestre 2024. Ce contexte inflationniste a prévalu dans la stratégie de la Reserve Bank Of New Zealand pour figer son principal taux directeur, l'Official cash rate, à 5,50 %.

Selon, le FMI la croissance indonésienne devrait se maintenir à 5 % en 2024 et en 2025. Au premier trimestre 2024, le PIB de l'**Indonésie** s'est accru de 5,1 %, dopé par la dépense publique (+19,9 %), en période d'élections, et la consommation des ménages (+4,9 %). Depuis le début de l'année, les prix à la consommation tendent à remonter, s'affichant à +3,1 % en rythme annuel en mars, après +2,6 % en décembre dernier. Pour autant, la Bank Indonesia a contenu son principal taux directeur à 6 % tout au long du premier trimestre 2024, avant de l'augmenter de 0,25 point en avril, dans le but de soutenir sa devise, au plus bas depuis quatre ans.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : V. de RAULIN - Rédaction : A. BEAUFILS
Éditeur et imprimeur : IEOM